DEMANDE DE PAIEMENT

Au titre du second dispositif d'arrêt temporaire aidé des activités de pêche dans le cadre du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne

Arrêté du 27 juillet 2021 relatif à la mise en œuvre d'un second arrêt temporaire aidé des activités de pêche dans le cadre du retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne ;
Décision de la Commission du 23 avril 2021 approuvant le régime d'aide notifiée n° SA.62426 d'aide à l'arrêt temporaire des activités de pêche dans le cadre du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne ;
Règlement (CE) n° 1005/2008 du Conseil du 29 septembre 2008 établissant un système communautaire destiné à prévenir, à décourager et à éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée ;
Règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche ;
Règlement d'exécution (UE) n° 404/2011 de la Commission du 8 avril 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche ;
Règlement (UE) n° 1380/2013 du Conseil du 20 décembre 2013 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche ;
Convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes

Avant de remplir ce formulaire de demande de paiement, veuillez lire attentivement la notice d'information.

Veuillez transmettre l'original (et conserver un exemplaire) accompagné des justificatifs au service instructeur compétent.

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de dossier OSIRIS : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Code sous-mesure : |__|__|__|__|

Date de réception de la demande de paiement : |__|__| / |__|__| / |__|__|__|__|

1 - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Nom, prénom ou Dénomination/raison sociale :

|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Adresse : ____

____

____

2 – IDENTIFICATION DE L'OPÉRATION ET NUMÉRO D'ORDRE DE LA DEMANDE

Intitulé de l'opération : _____

☐ Ce document est ma demande de paiement intermédiaire N° |__|__| pour cette opération.

☐ Ce document est ma dernière demande de paiement pour cette opération.

3 - COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDÉ

Veuillez compléter ce cadre lorsque vous souhaitez que l'aide soit versée sur un autre compte bancaire que celui mentionné dans la demande d'aide.

☐ Le compte bancaire est différent de celui mentionné sur la demande d'aide.

Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide et joindre obligatoirement un RIB :

IBAN |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|

BIC |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

4 – DÉPENSES RÉALISÉES

*Veuillez compléter et joindre au dossier l'**Annexe 1 « Dépenses »** correspondant à la mesure se rapportant à votre opération.*

Le montant des dépenses présentées dans cette demande de paiement s'élève à :

|__|__|__|__|__|__|__|, |__|__| € HT ou TTC *(rayer la mention inutile)*

5 – RESSOURCES PERÇUES

*Veuillez compléter et joindre au dossier l'**Annexe 2 « Ressources »** correspondant à la mesure se rapportant à votre opération.*

6 – LIVRABLES ET INDICATEURS

*Veuillez compléter et joindre au dossier l'**Annexe 3 « Livrables et indicateurs »** correspondant à la mesure se rapportant à votre opération.*

7 - LISTE DES PIÈCES À FOURNIR À L'APPUI DE VOTRE DEMANDE DE PAIEMENT

Veuillez consulter la notice pour identifier le type et la forme des pièces justificatives à fournir selon le type de dépenses présentées.

PIÈCES JUSTIFICATIVES	ORIGINAL / COPIE	PIECE JOINTE	PIÈCE DÉJÀ FOURNIE	SANS OBJET
POUR TOUS LES DEMANDEURS				
Exemplaire original du présent formulaire de demande de paiement	Original	☐		
Attestation sur l'honneur des jours d'arrêt effectif (annexe 1 signée)	Original	☐		
Copie-écran des demandes d'activité partielle versées par la DREETS pour tous les mois d'arrêt temporaire Brexit sollicités	Original	☐		
Attestation de régularité fiscale	Copie	☐		
Preuve de l'accomplissement de l'obligation de publicité	Copie	☐		
Kbis de moins de trois mois	Copie	☐		

Annexe 1 : « Dépenses réalisées » du formulaire DP dûment complétée et signée	Original	☐		
Annexe 2 : « Ressources perçues » du formulaire DP dûment complétée et signée	Original	☐		☐
Annexe 3 : « Livrables et indicateurs » du formulaire DP dûment complétée et signée	Original	☐		☐
Relevé d'identité bancaire	Copie	☐	☐	

8 – MENTIONS LÉGALES

Les informations recueillies sont strictement à l'usage des services instructeurs. Elles font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique.

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données à caractère personnel vous concernant auprès de l'organisme qui traite votre demande.

Toute fausse déclaration est passible de sanction pénale en vertu des articles 441-1 à 441-12 du Code pénal et entraîne la nullité de la demande.

La loi punit quiconque se rend coupable de fausses déclarations :

- « Constitue un faux, toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. » (Code pénal, art. 441-1).
- « Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende » (Code pénal art.4 41-6).

7 - ENGAGEMENTS ET SIGNATURE

Je soussigné(e) |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

(nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter le demandeur)

Agissant en qualité de représentant légal de |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Demande le versement des aides qui ont été accordées par la convention attributive ou l'arrêté visés au point 2 et les avenants qui s'y rattachent le cas échéant.

J'atteste sur l'honneur :

- Avoir pris connaissance des sanctions que j'encours si je présente dans l'annexe 1 de la demande de paiement des dépenses qui ne sont pas éligibles au titre de l'arrêt temporaire Brexit d'après la convention attributive/arrêté ci-dessus visé.
- Que tout ou partie de l'opération pour laquelle je demande le versement de l'aide a bien été réalisé.
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Je m'engage :

- À respecter les règles d'éligibilité temporelle rappelées dans la notice,
- À informer le service instructeur de toute modification des informations contenues dans le présent formulaire,
- À ne pas solliciter à l'avenir, pour cette opération, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement de l'opération »,
- À assurer la publicité de la participation européenne selon les dispositions de la future règlementation relative à la réserve d'ajustement Brexit,
- À rembourser au prorata temporis l'aide octroyée si le navire objet de l'aide financé a été cédé hors de l'Union européenne pendant une durée de cinq ans,
- À détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du

temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité,

- À me soumettre à l'ensemble des contrôles (contrôles administratifs et sur place) prévus par la réglementation.

Si la présente demande de paiement est la dernière, j'atteste sur l'honneur :

- Ne pas avoir sollicité, pour la même opération, une aide autre que celles indiquées dans la convention attributive ou l'arrêté,

Je suis informé(e) :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur,

- que l'Etat publiera, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide au titre de l'arrêt temporaire, ainsi que l'intitulé de l'action et le montant des fonds publics alloués. Cette parution sera mise à jour deux fois par an dans le respect de la loi "informatique et liberté" (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Certifié exact et sincère, le : |___|___| / |___|___| / |___|___|___|___|

À |___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|

Nom, prénom du représentant légal :

|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|

Signature

Cachet de la structure (le cas échéant)

Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires à la liste établie ci-dessus pour les sous-mesures concernées, s'il le juge utile à l'instruction du dossier.